

# Un supermarché mondial.

Virginie Peeters, février 2010

Chaque produit qui arrive dans notre supermarché a un long parcours derrière lui, souvent insoupçonné. C'est le résultat de la mondialisation des échanges : un produit fini, même le plus simple en apparence, est composé d'éléments de provenances très diverses.

La mondialisation est d'abord **affaire de pays développés**, elle permet aux pays riches de faire produire dans des pays où la main d'œuvre ne coûte presque rien. La part des pays les moins avancés, principalement ceux de l'Afrique subsaharienne, ne représente à peine que 0,6% des échanges mondiaux.

Et les échanges qui les concernent ne se font pas toujours dans le respect des intérêts des producteurs les plus défavorisés. Le commerce sous label équitable ne représente que 0,01% des échanges mondiaux. Les pays développés donnent rarement leur chance aux plus pauvres.

## **L'Europe plume l'Afrique.**



En exportant des découpes de volailles à très bas prix, l'Europe prive de nombreux pays africains des possibilités de développer leurs élevages de volailles, et donc de répondre eux-mêmes à la demande croissante, due à l'urbanisation, au changement des modes de consommation, en créant ainsi des emplois et du développement économique.

L'Europe exporte ces découpes parce qu'elle a développé depuis trente ans un **élevage avicole industriel**, très intensif et spécialisé, basé sur l'importation d'aliments pour animaux à bas prix (soja, maïs) venant des Etats-Unis et de l'Amérique Latine.

L'Europe est désormais largement excédentaire en volailles, et est concurrencée sur ses marchés d'exportation par la montée en puissance de la production de volailles industrielles du Brésil ou de la Thaïlande, qui exportent aussi vers l'Afrique !

Cette filière industrielle d'élevage est l'une des plus « intégrée » au sein d'une industrie agro-alimentaire mondialisée qui contrôle les médicaments et aliments pour les volailles, la production, la transformation et la distribution, et délocalise sa production là où les coûts de production sont les moins chers. Il est impossible pour les éleveurs familiaux africains, qui pratiquent une aviculture traditionnelle ou améliorée, de faire face à ces bas prix.

La clef face à cette concurrence inégale est donc la défense du **droit de tous les pays**, et en particulier des pays africains particulièrement vulnérables, **de protéger leurs marchés**

**agricoles**, et de soutenir leur propre production pour faire face à leurs besoins de sécurité alimentaire et de développement.

La mobilisation des organisations paysannes et des citoyens en Afrique est de plus en plus importante sur ces questions, et avec l'appui des campagnes en Europe (France, Belgique, Allemagne...) qui ont relayé cet appel des aviculteurs africains, ils sont parvenus à influencer leurs gouvernements pour obtenir certaines mesures de protection.

La mobilisation doit se poursuivre au niveau de l'Organisation Mondiale du Commerce et des accords régionaux de libre échange, en particulier les accords entre l'Union européenne et les Pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (PAC), accords de partenariat économique, en cours de négociation jusqu'en 2007.

### **L'Europe est vache avec l'Afrique.**

Pour de nombreuses familles africaines vivant dans les zones rurales, **le lait est un enjeu crucial**. Source de protéines importante, notamment chez les enfants, il assure également un revenu régulier à la famille. Mais voilà, l'élevage laitier n'est pas suffisamment soutenu par les gouvernements africains et souffre de la concurrence des exportations de lait en poudre en provenance d'Europe.



« **Lait, l'Europe est vache avec l'Afrique** » est le cri de campagne lancé en octobre 2006 par le consortium ALIMENTTERRE animé par le Comité Français pour la Solidarité Internationale (CFSI), SOS Faim Luxembourg et SOS Faim Belgique, afin de sensibiliser le grand public et d'interpeller la Commission européenne ainsi que les gouvernements belge, luxembourgeois et français sur leurs actions triplement vaches dans le secteur laitier.

L'Union européenne pratique une **agriculture exportatrice** dont les excédents sont vendus sur les marchés africains à un prix en dessous des coûts de production. Cette **concurrence déloyale** est encouragée par diverses mesures de soutien financier, directes ou indirectes, dont bénéficient les producteurs européens pour compenser cette vente à prix bradé.

L'Union européenne fait **pression sur les Etats africains** en vue d'une **libéralisation accrue des échanges**, notamment par le biais des Accords de Partenariat économique. Les gouvernements ont de moins en moins de latitude dans la mise en œuvre de leurs politiques agricole, commerciale, alimentaire etc. L'Union européenne et ses Etats membres ne consacrent **pas assez de moyens financiers au volet agricole** dans leur budget d'aide au développement.

La **réforme du secteur laitier** entreprise par la Commission européenne ne fait qu'encourager une agriculture productiviste et exportatrice dont le seul objectif est d'être compétitive sur le marché mondial.

La Plate Forme sur la souveraineté alimentaire, dont fait partie SOS Faim, tente d'infléchir la position de la Commission afin d'obtenir une politique laitière européenne favorable aux éleveurs familiaux du Nord comme du Sud.

En 2007, on a assisté à **une flambée des cours du lait en poudre**. SOS FAIM avec d'autres organisations a lancé des études d'impacts de cette hausse des prix au Niger, au Sénégal et dans l'UE, pour voir si et dans



quelle mesure les producteurs profitaient de cette augmentation. Les résultats sont unanimes; **il faut des politiques d'accompagnement des marchés agricoles.**

En 2008, les cours sont de nouveau à la baisse; en Europe comme en Afrique. Pourtant, l'appel pour des politiques agricoles laitières fortes ne semble pas trouver d'écho, et la Commission se contente de remettre à l'ordre du jour les subsides aux exportations. Un comble !

**La situation s'est détériorée pour les producteurs laitiers en 2009**, notamment en Europe où le prix proposé par les laiteries ne couvre plus les coûts de production. Les producteurs de lait critiquent l'absence de régulation et une de ses conséquences : une offre trop importante par rapport à la demande.

Mais la Commission européenne refuse de réorienter sa politique vers une plus forte maîtrise de l'offre. Au contraire, les quotas seront progressivement augmentés avant leur suppression définitive en 2015.

Sources :

Exposition « C'est notre Terre 2. De Kyoto à Copenhague », Tour & Taxis (Bruxelles/Belgique), du 10-09-09 au 02-05-10.

<http://www.iteco.be/>

<http://www.sosfaim.org>